

Annexe 9

From: "Andre Mathieu" [REDACTED]
To: <fpaulhus@ [REDACTED]>
Subject: TR : Modification au mode d'octroi de contrats dans les municipalités
Date: Wed, 26 Nov 2003 15:41:13 -0500
X-Mailer: Microsoft Outlook, Build 10.0.4024
Importance: Normal

381PP-2947



André Mathieu, ing.

Directeur, Environnement
Manager, Environmental Engineering

GATINEAU

420, boul. Maloney Est, bureau 201
Gatineau QC J8P 1E7
CANADA

-----Message d'origine-----

De : Helene Chouinard [REDACTED]

Envoyé : 25 novembre, 2003 18:10

À : Réjean Massé; Louis Farley; yves.theberge [REDACTED]; marcel.theberge [REDACTED];
kazimir.olechnowicz@ [REDACTED]; jpnormand@ [REDACTED]; francois.plourde@ [REDACTED];
daniel.fillion@ [REDACTED]; andre.desjardins@ [REDACTED]; andre.couturier@ [REDACTED]; André Mathieu

Objet : Fw: Modification au mode d'octroi de contrats dans les municipalités

----- Original Message -----

From: Johanne Desrochers

To: 'Johanne Desrochers'; Luc Benoît (E-mail); Gilles Brisson (E-mail); Normand Brousseau (E-mail); Michel B. Comtois (E-mail); Normand Filiatrault (E-mail); Luc Gagnon (E-mail); René Gervais (E-mail); Jacques Grenier (E-mail); Paul Lafleur (E-mail); Michel Lalonde (E-mail); Jean-Robert Larouche (E-mail); Michel Labbé (E-mail); Wilfrid Morin (E-mail); Kazimir Olechnowicz (E-mail); Bernard Poulin (E-mail); Pierre Shoiry (E-mail); André Tousignant (E-mail); Jean-Pierre Sauriol (E-mail)

Cc: 'Berthiaume Réjean (Adresse de messagerie)'

Sent: Tuesday, November 25, 2003 9:06 AM

Subject: RE: Modification au mode d'octroi de contrats dans les municipalités

Messieurs,

suite au message d'hier, et surtout suite à un commentaire de ce matin, je vous retourne le document avec une modification apportée à la troisième page dans les pistes de solution pour préciser encore plus clairement que le prix ne devrait pas intervenir dans la sélection.

bonne journée,

Johanne Desrochers, B.A.A., caé
Présidente-directrice générale



Sélection professionnel.doc

AICQ.

Modes de sélection des firmes de génie-conseil

Mise en situation

Historiquement, les ingénieurs-conseils du Québec ont joué un rôle stratégique et technique de premier plan dans le développement économique du Québec. Plus particulièrement dans le monde municipal, les ingénieurs ont réussi à développer au cours des ans des relations d'affaires essentiellement basées sur la confiance réciproque et sur la recherche des meilleurs services possibles au moindre coût pour les citoyens.

Toutefois, en 2001, le gouvernement québécois en place adoptait une série de projets de loi (29, 60 et 106) qui modifiaient considérablement la réglementation québécoise en matière d'octroi de contrats par les municipalités. Les municipalités doivent maintenant utiliser un système de sélection unique pour tous les mandats professionnels supérieurs à 25 000 dollars d'honoraires. Ce système, relativement complexe et coûteux, fait en sorte que, dans les faits, la sélection se fait essentiellement sur la base du plus bas prix.

Pourtant, il est acquis depuis longtemps que les professionnels ne peuvent être sélectionnés sur les mêmes bases que celles utilisées pour acquérir de la marchandise. Nous croyons que cette approche pénalise en tout premier lieu les citoyens des municipalités du Québec. Les services municipaux sont des services de première ligne qui affecteront directement les citoyens dans leur vie quotidienne. Nous parlons ici d'infrastructures mieux adaptées aux besoins des citoyens, qui seront moins coûteuses à entretenir et qui dureront beaucoup plus longtemps. Mais nous parlons également de la santé et de la sécurité du public qui devra faire confiance pour leurs routes, leurs ponts, leurs aqueducs et leur eau potable à des ingénieurs sélectionnés, non pas en fonction de leur compétence et de leur qualification, mais en fonction de celui qui faisait le travail pour le moins cher.

Effets pervers de la sélection sur le prix

- Le poids effectif du critère prix dans le mécanisme d'octroi actuel fait en sorte d'imposer la sélection du plus bas soumissionnaire.
- L'approche du plus bas soumissionnaire a provoqué une guerre de prix qui peut mettre en péril le niveau de qualité des services offerts. La municipalité risque de perdre l'avantage de l'expertise à valeur ajoutée et de la confiance en ses professionnels qui doivent être leur police d'assurance dans bien des projets.
- Dans certains projets la firme ayant effectué l'étude d'avant-projet ne sera pas celle retenue pour effectuer les plans et devis, ce qui pose, entre autres, des problèmes de propriété intellectuelle ayant pour effet d'augmenter les coûts à cause de la responsabilité professionnelle qu'ont les ingénieurs lorsqu'ils travaillent sur le projet d'un autre.
- La sélection sur la base du prix entraîne inévitablement une perte de l'expertise et, par conséquent, est un frein au développement économique des régions du Québec.

- Le mécanisme d'octroi actuel engendre des coûts administratifs importants pour les municipalités et des délais non justifiés surtout dans le cas des plus petits mandats.
- Plusieurs municipalités n'ont pas les ressources nécessaires pour répondre adéquatement aux exigences de la nouvelle législation. Elles ne peuvent travailler avec la firme de leur choix avec laquelle elles ont établi une relation de confiance. Il y a donc une perte des avantages reliés à l'établissement d'un partenariat à long terme. Les professionnels se sentent moins impliqués et, avec le temps, ils risquent d'être disparus.
- L'obligation de retenir la proposition la moins coûteuse, fait en sorte que les professionnels n'ont plus les moyens de rechercher des solutions optimales qui coûteraient moins chères à long terme. On observe en fait une augmentation des addenda et des extras dans les travaux de construction qu'on peut relier directement au mode de sélection des professionnels. On peut également s'attendre à une augmentation des disputes contractuelles.
- (▪ Devant la baisse de la rentabilité dans ce secteur, plusieurs firmes de professionnels, parmi les plus qualifiées, songent à ne plus œuvrer dans le domaine municipal.
- (▪ A cause de tout ce qui précède, l'impact principal de la nouvelle législation en matière d'octroi des contrats pour des services professionnels est en réalité une augmentation des coûts totaux des projets.

Constats sur le coût d'un projet

- **Le coût réel du design d'un projet standard** représente généralement moins de 10 % du coût de construction et **entre 1 à 2 % de l'ensemble des coûts sur la vie utile de l'ouvrage.** Pourtant certains investissements effectués lors de l'étape du design et de l'identification des concepts ont des impacts majeurs lors de la construction et sur l'ensemble de la durée de vie du projet.
- **Le coût réel d'un projet doit considérer la durée de vie de l'ouvrage** (vision à long terme) :
 - coûts administratifs et frais généraux associés au génie-maison pour la préparation de documents de spécifications pour les soumissionnaires.
 - coûts dus aux changements des travaux car le client et l'expert ne se seront pas entendus au préalable sur l'envergure des travaux à réaliser.
 - coûts reliés à d'éventuelles disputes contractuelles.
 - coûts dus à des délais dans l'échéancier (élaboration de spécifications précises).
 - coûts dus à des délais dans la phase construction (changements de commandes ou mésententes).

▪ Ailleurs :

- Nulle part ailleurs au Canada, la législation oblige les municipalités à utiliser le critère prix dans la sélection des professionnels.
- Aux États-Unis, le mode d'octroi des contrats gouvernementaux est régi par le Brooks Acts ayant les dispositions suivantes : tous les services d'architecture et d'ingénierie doivent être négociés sur la base des qualifications sans le critère prix. Cette loi s'applique à l'origine aux contrats du gouvernement fédéral. Mais depuis 1972, 42 états américains se sont inspirés de cette politique et l'utilisent dans le mode de sélection des consultants.

Pistes de solutions

- Dans une optique de transparence, conserver l'obligation pour les municipalités d'octroyer les mandats sur invitation ou suite à un appel d'offres selon la valeur des honoraires en cause. L'important étant que cette sélection se fasse à partir d'au moins quatre critères d'évaluation de la qualité sans que le critère prix n'intervienne car il est toujours un facteur déterminant.
- Toujours dans une optique de transparence, obliger la municipalité à négocier le prix avec la firme la plus qualifiée, sur la base d'un barème d'honoraires connu d'avance et en usage dans cette municipalité. À défaut d'avoir un tel barème, la négociation se ferait sur la base du décret 1235-87 du conseil du trésor.
- Afin de réduire les coûts administratifs, augmenter la limite du montant des contrats qui peuvent être octroyés de gré à gré.